

*Questions orales*

**M. Epp (Provencher):** Dites-le-lui.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Le maintien . . .

**M. Garneau:** Attendez encore 12 mois.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Le député nous dit d'attendre. Nous attendons toujours et nous verrons probablement des centaines de milliers d'autres emplois créés . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** . . . à cause de la façon positive dont le secteur privé réagit au dernier budget.

\* \* \*

[Français]

### LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA PLEINE INDEXATION DES PENSIONS DE SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—LES PROMESSES ÉLECTORALES

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Ce dernier est-il conscient du fait que, à compter d'aujourd'hui, il y a maintenant 34 groupes représentant les retraités et les personnes âgées partout au Canada qui s'opposent aux propos de son gouvernement sur la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse, y compris le gouvernement conservateur de l'Ontario, le parti conservateur aussi bien que les néo-démocrates de l'Assemblée législative du Manitoba et, à Québec, la Fédération québécoise des clubs de l'âge d'or, le Forum des citoyens âgés, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale et l'Association pour la défense des droits des retraités et des préretraités du Québec, et que pas une seule organisation ne s'est déclarée en faveur.

Vu cette réaction massive et négative, monsieur le Président, pourquoi le premier ministre a-t-il abandonné la promesse qu'il a faite pendant la campagne électorale de garder la pleine indexation des pensions de vieillesse contre l'inflation?

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** A l'instar d'autres députés, monsieur le Président, j'ai maintes fois déclaré à la Chambre que le premier devoir du gouvernement était d'instaurer un climat favorable à la création d'emplois et de la richesse. Comme l'ont déclaré aujourd'hui le ministre des Finances et le premier ministre et comme le disent les Canadiens épris d'objectivité, le gouvernement s'est enfin engagé dans la bonne voie et commence à obtenir des résultats concrets.

Nous disons également qu'au fur et à mesure que nous allons créer de la richesse, non seulement nous devons protéger les programmes sociaux dont le député a parlé, mais nous devons encore alléger le fardeau que constitue pour les contribuables le service de la dette, de façon à pouvoir utiliser l'argent ainsi rendu disponible pour financer les programmes sociaux, les soins de santé, les pensions, et tous les autres programmes au sujet desquels le député voudrait m'interroger. Voilà la réalité, et même s'il n'accepte pas plus notre philosophie économique que nous acceptons la sienne, j'ose espérer qu'il saura au moins reconnaître nos résultats.

[Français]

LES PROMESSES FAITES AUX RETRAITÉS LORS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE—POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Elle s'adresse, encore une fois, au premier ministre puisque c'est celui-ci, au nom du parti progressiste conservateur, lors de la campagne électorale, qui a fait la promesse inconditionnelle de sauvegarder les pensions de sécurité de la vieillesse pour les retraités du Canada.

Monsieur le Président, par votre entremise, je demande au premier ministre s'il va tenir sa promesse faite aux retraités lors de la campagne électorale, oui ou non? Au nom des personnes âgées du Canada, est-ce qu'on peut se fier à la parole du premier ministre?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous avons hérité d'une situation si néfaste que, cette année, nous sommes appelés à dépenser 25 milliards de dollars pour payer l'intérêt sur la dette nationale que nous a laissée le gouvernement libéral.

Voici la dimension tragique. Pour le mettre en perspective, tous les programmes sociaux coûtent au trésor fédéral environ 19 milliards de dollars. Nous sommes donc en train de dépenser énormément plus sur la dette nationale que sur des programmes d'ordre social, et cela, c'est une tragédie pour le Canada. Donc, il fallait redresser le bilan, et nous sommes en train de le faire. La seule manière valable et «potable» pour tous les Canadiens et tous les Québécois, c'est par la création d'emplois durables dans le secteur privé et, depuis l'élection du gouvernement progressiste conservateur, nous avons créé 271,000 nouveaux emplois ici, au Canada. C'est là du progrès en faveur de tous les Canadiens!

\* \* \*

### LES FINANCES

LA PME—L'EXEMPTION D'IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Des experts-conseils s'adressant à la Société d'expansion économique d'Ottawa-Carleton réunie pour étudier le budget ont conclu que, à l'exception des comptables et des avocats spécialistes en impôt que devront engager les dirigeants des petites entreprises pour démêler toutes les ramifications du nouveau budget, très peu de Canadiens bénéficieront de ces mesures so-disant créatrices d'emplois.

Le ministre des Finances est-il d'avis qu'il serait plus efficace de permettre l'exemption d'impôt sur les gains en capital seulement pour ceux qui investissent dans la petite et moyenne entreprises et par la même occasion créent des emplois, au lieu de récompenser les investisseurs pour des placements déjà effectués et des placements à l'étranger en leur faisant un cadeau de \$125,000 comptant?